




Ecrire avant le 3-10-18!


## APPEL URGENT Octobre 2018

**Au CAMEROUN,  
Franklin Mowha porté  
disparu depuis près de  
deux mois**

...

République dirigée par  
M. Paul Biya

 475 442 km<sup>2</sup>

 24 994 825

 Yaoundé

Peine de mort : OUI  
TORTURE : OUI

LE CAMEROUN a ratifié la  
Convention contre la torture  
de l'ONU et le Pacte  
international relatif aux  
droits civils et politiques  
(PIDCP)

Nous vous invitons à  
adresser une copie du  
modèle de lettre ci-joint  
aux autorités dont  
l'adresse se trouve sur la  
lettre.

Affranchir à 0,79€ pour la  
Belgique et à 1,45€ pour  
l'international.



**Franklin Mowha**, président de l'association de défense des droits de l'homme Frontline Fighters for Citizen Interest (FFCI), **est porté disparu depuis le 6 août 2018**. Il était alors en mission et documentait les violations des droits de l'homme survenues lors de la crise sociopolitique dans les régions anglophones du Cameroun.

Le lundi 6 août 2018, Franklin Mowha quitte l'hôtel Azim, situé dans la commune de Kumba où il était arrivé quatre jours auparavant pour une mission de terrain. Ce 6 août 2018, Franklin Mowha communique avec son épouse et ses collègues par téléphone. Ensuite, plus rien... Son téléphone sonne dans le vide jusqu'au 14 août, date à laquelle le téléphone cesse de sonner.

Le 4 septembre, sa famille et l'association FFCI portent plainte auprès du procureur de la République près du tribunal de 1<sup>ère</sup> instance de Kumba pour la disparition de Franklin Mowha.

Ce défenseur des droits humains, membre du réseau REDHAC, est bien connu des autorités. A de très nombreuses reprises il a été arrêté et détenu pendant de courtes périodes ces dernières années. Il continue de faire l'objet de plusieurs plaintes. Depuis juin 2018, il se sentait menacé.

### CONTEXTE

En octobre 2016, dans les régions anglophones du nord-ouest et sud-ouest, des avocats, des enseignants et des étudiants ont protesté contre la « francophonisation » des systèmes législatif et éducatif. Comme en

février 2008, le régime a interprété ces marches pacifiques comme une atteinte à la sécurité de l'Etat et les a réprimées. Mais, contrairement à ce qui s'est passé en février 2008, la répression n'a pas découragé les marches et les journées « villes mortes » de plus en plus suivies par les anglophones. Pour éviter que ce mouvement ne réveille d'autres citoyens ailleurs dans le pays- citoyens également victimes du déni de leurs besoins essentiels par l'Etat- le gouvernement a accentué sa répression (usage de la force létale et des mauvais traitements dans la gestion des manifestations). Il a coupé Internet pendant trois mois et emprisonné les leaders modérés, cédant la place aux revendications indépendantistes anglophones. Une partie de la population anglophone s'est ainsi radicalisée au contact de leaders prônant la lutte armée. Les assassinats de membres des forces de l'ordre ont entraîné un cycle de violences. Aujourd'hui, la situation sécuritaire des régions anglophones est incontrôlable et la peur règne. Comme en février 2008, la communauté internationale a été témoin et complice, par son silence, de la répression des marches pacifiques dans les régions anglophones durant plus d'une année. Désormais, cette partie du territoire est en proie à un conflit de basse intensité. Maintenant la communauté internationale se réveille enfin. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a exprimé publiquement en juillet 2018 sa « *profonde inquiétude* », ajoutant qu'il était « *regrettable que le gouvernement camerounais n'ait pas donné au bureau des Nations unies pour les droits de l'homme l'accès aux régions nord et sud-ouest en dépit des demandes répétées* ».

Pour de plus amples informations, rendez vous sur : <http://www.acatfrance.fr/actualites/?pays=C>  
[MR](#)

[https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/cameroon0718fr\\_web2.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/cameroon0718fr_web2.pdf)<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1784812018FRENC>  
[H.PDF](#) (ACAT France)